

MARYSE COPPET | SON ACTION POUR L'OUTRE-MER



Forum des Régions Ultrapériphériques, Parlement européen, 30 sept 2014



Réunion le 18 octobre 2016 avec **Monsieur Carlo CORAZZA**, Chef d'unité « Tourisme » de la Direction générale DG Marché intérieur, industrie, entrepreneuriat et PME de la Commission européenne.



« *Semaine européenne des régions et des villes* » le 12 et 13 octobre 2016 à Bruxelles. Participation aux ateliers :

- *Energies renouvelables et économie circulaire: de nouvelles perspectives d'emplois dans les régions ultrapériphériques*”
- *How to aggregate small energy investments into a large regional project?*”

Conférence européenne CARIFORUM *“The Caribbean Region: Challenges and opportunities for the energy transformation”*, le 10 et 11 octobre 2016 à la Barbade.





European Sustainable Energy Week 2016 à la Commission européenne. Maître Maryse Coppet est invitée dans le panel de la table ronde «Le leadership européen des énergies renouvelables – vers des partenariats stratégiques post COP 21 » aux côtés de Jean-Louis Borloo.

*10 juin 2016, rencontre avec Eric SCOTTO, producteur du film **Demain** en vue d'organiser une projection gratuite du film*



*Assemblée générale du programme « **Smart Cities and Communities** » à Eindhoven le 24 mai 2016. Au cours de cette journée, Maître Maryse COPPET a rencontré Maroš ŠEFČOVIČ, Mai 2016*



Intervention de Maître Maryse COPPET au Sénat le 19 mai 2016, à la conférence "Défis, opportunités pour les collectivités d'Outremer d'Amérique"; au cours de la table ronde numéro: "L'Europe, un interlocuteur ambivalent ».



Remise le 25 mars 2016 du certificat « Démonstrateur industriel durable » des mains de Madame la Ministre Ségolène ROYAL et Madame la Ministre Emmanuelle COSSE.



Rencontre entre Ralph MONPLAISIR Président du SMEM, et Dominique RISTORI Directeur général de l'énergie organisée par Me. COPPET, Commission européenne, Juillet 2015.

Séminaire « renforcer sa capacité d'influence » organisé par Me. Coppet, avec Henri MALOSSE Président du Comité économique et social européen, Alain JAFFRE Directeur général de Cobaty international, Monsieur l'Ambassadeur Pierre SELLAL Représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne, et Richard FERRER Responsable de projet Agence INEA, Sept. 2014.



Réunion de travail « Ecoles connectées », avec Fleur PELLERIN, ministre de l'économie numérique, Jocelyn MIRRE, vice-Président de la Région Guadeloupe et Pierre MOSCOVICI, ministre des finances, ministère de

Focus



En deux ans, Maître Maryse COPPET s’est imposée dans la réalisation de projets transversaux européens aux Antilles-Guyane. Quadrilingue, formée en droit européen à l’University of London et en droit privé à l’université de Lille II et à l’Université libre de Bruxelles, elle dirige son Cabinet à Bruxelles depuis maintenant 11 ans, ce qui lui a permis d’acquérir une parfaite connaissance des rouages communautaires. Elle est également diplômée en Ecole de commerce, et à l’ENA en techniques de financements multilatéraux. C’est forte d’années d’expérience à Bruxelles, et en qualité de Présidente de l’association Espace Europe Equipement, que **Maryse COPPET a été interpellée par la Commission européenne afin de mettre son expertise au service des départements d’Outre-Mer**. A ce titre, elle a également été sollicitée pour animer les forums des régions ultrapériphériques organisés par l’Union européenne.

Une Ambition : des Outre-Mer en mouvement

Les Outre-Mer, dont les qualités multiples sont inexploitées, peuvent devenir **un modèle de développement territorial à rayonnement régional et international**. C’est le constat que fait Maryse COPPET. Depuis 2013, l’avocate apporte ses compétences en techniques de financements et en montage de projets pour mettre en œuvre des programmes concrets. Elle a ainsi porté la voix des Antilles-Guyane auprès de l’Union européenne afin que leurs spécificités et leurs potentiels ne soient pas les grands oubliés des Programmes opérationnels et ce, notamment, en y inscrivant la possibilité de mettre en place des Investissements Territoriaux Intégrés, véritables outils pour le développement territorial. La mise en place d’une stratégie d’autonomie énergétique et numérique, de programmes d’éducation et de formation sont les premières pierres de ce développement territorial :



*Jacques BANGOU, Maire de Pointe-à-Pitre et
Maryse COPPET, Memorial Acte, 2015*



Dans le domaine de la **formation professionnelle**, Maître Maryse COPPET a impulsé l'essaimage de la fabrique sociale de codeurs **SIMPLON.co**, permettant à des jeunes sans diplôme et sans emploi de suivre une formation gratuite, qualifiante et qui leur ouvre des opportunités d'emploi dans le domaine du numérique.



L'avocate est profondément convaincue que **l'internationalisation de l'enseignement** ainsi que la **connaissance du monde de l'entreprise** constituent de puissants leviers de l'insertion professionnelle de la jeunesse. C'est le sens de la mise en place du **Programme METHODS** qui propose de nouvelles pratiques pédagogiques pour enseigner un anglais utile et professionnel.



C'est aussi dans cet objectif qu'a été porté le **Programme LIFESKILLS**, qui permet à des collégiens de se familiariser, dans un cadre plurinational, à l'entrepreneuriat et à l'économie réelle.



Dans le cadre de **l'éducation des primaires** elle a appuyé la mise en place du **Programme COMENIUS – Ligne du Temps** afin d'intégrer les jeunes guadeloupéens dans l'Histoire européenne en mettant en exergue l'importance du commerce triangulaire dans le développement de l'Europe.



Les Outre-Mer souffrent d'un enclavement numérique ; et les administrations et services publics n'en sont pas exclus. Dans le cadre du **Plan numérique pour l'éducation**, Maître COPPET a demandé à rencontrer Fleur PELLERIN et Pierre MOSCOVICI et ainsi obtenu la mise en place des **ECOLES CONNECTÉES** dans les départements d'Outre-Mer.



Au-delà, afin de couvrir les zones blanches et de **résoudre le problème de fracture numérique** dont souffrent les Antilles-Guyane, elle a participé à la création de la société **CARIBSAT**, qui permet à chacun d'accéder à Internet Haut Débit par le biais de la technologie satellitaire.



Maryse COPPET, s'attache à accompagner ses clients dans des stratégies territoriales globales. Par exemple pour **Marie-Galante**, qui bénéficie d'un ITI qui permet la mise en place d'une véritable stratégie d'avenir : il s'agit d'en faire **l'île du développement durable**, par le biais de plusieurs programmes de financements européens et nationaux associés à une stratégie territoriale volontaire.



Dans le domaine de **l'énergie**, elle s'attache à positionner les acteurs de **l'énergie des Antilles-Guyane au cœur des objectifs principaux de la Commission européenne**. Ainsi, elle a inscrit le SMEM (syndicat mixte d'électricité en Martinique), dans les objectifs de l'Union de l'énergie, qui s'inscrit désormais comme un acteur incontournable du renouvelable et de l'autonomie énergétique dans les Outre-Mer.

Une Action : L'Europe concrète



Monsieur Jacques BILLANT, préfet de Guadeloupe, Maryse ETZOL présidente de la Communauté de communes de Marie-Galante, Me. COPPET, réunion de travail, Novembre 2015.

L'Outre-Mer a beaucoup à offrir, il faut encourager les projets concrets afin de créer une dynamique positive. La méconnaissance des mécanismes d'aides dont bénéficient d'autres régions bien mieux informées constitue un frein à son développement. Cette dynamique peut être appuyée par une expertise dans l'accompagnement technique et juridique de projets, tout autant nationaux qu'euro-péens.

Il s'agit de tirer le meilleur parti des outils et des dispositifs européens ou nationaux existants, afin de pouvoir financer des programmes de développement territorial dont les Régions ultrapériphériques ont besoin pour rayonner à l'international. Une présence à la fois à Bruxelles

et en Guadeloupe, permet à Maryse COPPET de rester au fait des politiques européennes tout en étant pleinement consciente des réalités de terrain.

MARYSE COPPET | DANS LES MEDIAS

FRANCE-ANTILLES

www.franceantilles.fr

MARTINIQUE

ARTISANAT

« Il nous faut capter les aides européennes pour prospérer »

Propos recueillis par C. T.

Mardi 23 septembre 2014

Les fonds européens expliqués

Le temps fort de cette journée a été la conférence qu'a donnée Me Maryse Coppet, avocate spécialisée en politique régionale et en financements européens.

Son intervention a la particularité de se tenir quelques jours avant le forum des RUP (régions ultra-périphériques), les 30 septembre et 1^{er} octobre prochains. Y ont été présentées les nouvelles stratégies de développement des RUP, à un moment où elles entreront dans une nouvelle dimension de l'utilisation des fonds structurels européens dans le cadre du Programme opérationnel (PO) 2014-2020. Cela a été l'occasion de mieux comprendre les mécanismes et les enjeux des grandes décisions qui seront prises, des questions qu'elle exposera lors de son séminaire précédant le forum, le 29 septembre à Bruxelles. L'intervenante a mis en exergue tous les programmes très pratiques dans les domaines de l'emploi, l'éducation, la formation et ce qui est mis en place à Bruxelles à travers des programmes d'aide directe, permettant à des porteurs de projets (entreprises, collectivités publiques et autres entités privées) d'obtenir des financements. « La particularité de ces financements : vous les obtenez avant de commencer votre projet », explique Maryse Coppet. Parmi les programmes, celui d'Erasmus+. Dans ce cadre, le mois dernier, un projet a été déposé pour le Grand-Bourg de Marie-Galante afin de permettre aux collégiens d'obtenir des formations dans le domaine du numérique, en partenariat avec des entreprises et plusieurs pays. La ville recevra directement 410 000 euros et 80% de cette somme avant d'entamer le projet. Un domaine dans lequel les artisans ont particulièrement besoin de ces aides, c'est celui de la formation professionnelle. L'Union européenne permet d'envoyer des jeunes en formation dans d'autres pays et de faire du transfert d'innovation. La juriste a également présenté la stratégie de Caribstat, une société d'accès à internet par satellite qu'elle a créée, qui permet à tous les territoires des Antilles et de la Guyane d'avoir l'internet à haut-débit.

L'exemple même d'un entrepreneur soucieux de réduire la fracture numérique pour la population, et de créer de l'emploi.



Maryse Coppet a présenté des programmes très pratiques qui sont obtenus avant même le démarrage du projet.

profil

Maryse Coppet, lobbyiste de choc

Spécialisée en droit européen, Me Maryse Coppet a ouvert son cabinet à Bruxelles pour permettre aux territoires français d'outre-mer d'être mieux entendus par la Commission européenne.

Bruelles, la capitale belge, est la ville qui compte le plus de *lobbyistes* au monde, ces personnages dont la fonction est d'orienter les lois pour le profit de leurs clients. Dans ce monde masculin peuplé de requins, le tempérament affirmé de Maryse Coppet ne passe cependant pas inaperçu. « Les départements français d'outre-mer, martèle-t-elle, ont tout à gagner à s'informer sur les outils dont ils peuvent profiter ici, au niveau européen, pour financer des programmes de développement et des échanges en tous genres avec d'autres pays. Les outils de préfinancement existent, mais il faut se donner la peine de se les approprier. »

Lors du dernier forum bruxellois consacré à ces régions ultrapériphériques que sont les départements et territoires d'outre-mer, elle a répété ce discours devant les élus ultramarins présents. « Les oubliés du numérique d'aujourd'hui seront les analphabètes de demain, a-t-elle averti. Et la même question se pose pour les programmes sur l'éducation. » Avec Maryse Coppet, les moyens pour arriver à obtenir les informations nécessaires à l'obtention de budgets européens ne sont pas si difficiles à maîtriser. C'est justement le travail de professionnels ou de *lobbyistes* comme elle.

Photo: DR

Sur le front économique, on lui doit aussi quelques initiatives originales. Elle est, en effet, la fondatrice d'une société appelée Sucre et compagnie, qui commercialise du sucre de canne sous forme de berlingots individuels biodégradables



et aux couleurs des tissus madras. Elle est également à l'origine de Caribsat, le premier fournisseur d'accès Internet par satellite sur le bassin caribéen, mis en place il y a déjà plusieurs années.

Parfaite connaisseuse des rouages communautaires, Maryse Coppet a donc su impliquer avec succès les institutions européennes dans les projets et actions qu'elle défend. Ce sens de l'exigence et du travail bien fait, elle avoue le devoir à ses parents qui l'ont encouragée à aller acquérir, même loin, les meilleures compétences. Diplômée en droit européen de l'University of London et en droit privé de l'université de Lille II et de l'Université libre de Bruxelles, elle s'est inscrite au barreau de Bruxelles en 2000, puis à celui de la Guadeloupe en 2012. Elle est, en effet, soucieuse de mettre son savoir-faire au service de son île natale qui pourrait tirer un meilleur parti des nombreux dispositifs d'aide existant à l'Union européenne et dont sont bénéficiaires d'autres régions du monde mieux informées.

Le prochain combat de Maryse Coppet: mettre en place une cellule de veille pour les femmes. Femmes et Europe? Des mots qui, de son point de vue, vont bien ensemble et qui recevront toute l'attention de cette *lobbyiste* engagée. ■

FRANÇOIS THOMAS

Numéro 178 – Du 18 au 24 octobre 2013

Le dossier : « Morne-à-l'Eau », cité pionnière de l'Europe », Daniel ROLLE

Maryse Coppet, initiatrice de l'insertion mornaliennne dans le Réseau européen

La dimension européenne du parcours professionnel de Maryse Coppet, avocate née en Guadeloupe, inscrite au Barreau de Bruxelles, s'impose d'évidence, à la lecture de son riche cursus de formation. Diplômée en droit européen de l'University of London, et en droit privé de l'Université Lille II et de l'Université libre de Bruxelles, parfaitement trilingue (français, anglais, espagnol), Maryse Coppet est une spécialiste reconnue du Droit de la concurrence, signant une expérience remarquée des problématiques européennes manifestée dans ses activités de conseil auprès de l'industrie pharmaceutique, ou de son homologue du nucléaire. Formée à l'ENA (Ecole nationale d'administration) en financements multilatéraux, elle a assisté des opérateurs publics et privés de divers pays, dans la conception comme dans la mise en œuvre de projets, sans oublier la recherche de financements et de partenaires communautaires. Membre de la commission "lobbying" du Barreau de Bruxelles, elle est particulièrement impliquée dans le traitement des questions relatives à l'intégration des DOM dans la construction européenne. Résolue à s'investir dans le développement économique et sociale de son île d'origine, la Guadeloupe, elle est, depuis mars 2009, présidente de l'association "Espace Europe Equipement" (3E), fer de lance de son action partenariale en faveur des liens entre société civile et élus locaux, au service de projets européens. En témoigne celui que porte Morne-à-l'Eau, sous son expertise, en tant qu'acteur-pionnier au sein du Réseau européen de la mobilité.



© DANIEL ROLLE

Dossier · Karumag

Maryse Coppet « Rendre à mon pays ce qu'il m'a donné »



Après des études brillantes, Maryse Coppet partage sa vie entre la Guadeloupe, des séjours à l'étranger et à Bruxelles. À l'origine de la création en Guadeloupe de Carisat, femme de conviction, son engagement s'inscrit bien au-delà de celui d'un simple chef d'entreprise.

Pouvez-vous nous présenter votre parcours ?

Maryse Coppet : *Originnaire de la Guadeloupe, je me suis installée à Bruxelles il y a plus de 20 ans. Mon cursus est à la fois celui d'une avocate d'affaires internationales, spécialisée en droit européen, combiné à de hautes études de commerce et à l'ENA. Cette triple casquette me permet aujourd'hui d'aborder les problématiques de nos territoires de façon très pragmatique. Je suis le conseil d'opérateurs publics et privés de divers pays, tant dans la conception et dans la mise en œuvre de projets que dans la recherche de financements et de partenaires communautaires. Présidente, jusqu'en 2013, de l'association Espace Europe Équipement (E3), qui est un acteur de la construction européenne établi à Bruxelles, je représente désormais les intérêts de l'association en Outre-mer et travaille avec le Parlement et la Commission européenne afin d'intégrer la Guadeloupe dans les stratégies de l'Union européenne.*

Quelles sont les motivations qui vous ont conduite à « rentrer au pays » pour créer votre activité ?

La Commission européenne m'a interpellée sur la nécessité de voir plus de représentants et d'acteurs locaux sur les problématiques européennes. En effet, en ma qualité de Présidente de l'association Espace Europe Équipement Énergie, je présidais une conférence à l'ambassade de France sur l'organisation des stratégies européennes, quand ils m'ont interpellée sur la

problématique de notre représentativité à laquelle je réfléchissais déjà, la ressentant comme un devoir patriotique, une absolue nécessité. La renégociation des grands programmes européens pour la période 2014-2020 est, en effet, une opportunité stratégique importante à saisir pour le développement de nos territoires. Je me suis fixée comme objectif de faire bénéficier la Guadeloupe des compétences dans le domaine de l'éducation, de la formation, de la diversification de l'agriculture.

En ma qualité d'Antillaise, originaire des DOM, très investie dans la construction européenne à Bruxelles pour les acteurs internationaux, il est normal, à mes yeux, de rendre à mon pays ce qu'il m'a donné.

J'ai donc attiré l'attention des élus locaux et des socioprofessionnels rencontrés sur la nécessité de s'intégrer à la stratégie de développement de la Commission européenne, pour que nous sortions enfin d'une politique coloniale d'utilisation des fonds européens. Il est plus que jamais temps que nous prenions notre destin en main, par une participation plus efficiente au processus décisionnel national et européen.

Vous avez créé le Mouvement Outre-mer. Dans quelles circonstances et pour quel objectif ?

Le MoM est un lobby d'organisation et de défense des droits des gens de l'Outre-mer. L'idée est de développer une forme de communautarisme, à l'instar du CRIF en France.

Profondément et violemment choquée par le manque d'égalité qui existait en Outre-mer, il m'a semblé opportun de créer une association qui fédérerait des acteurs publics et privés, à même d'être représentative de cette dynamique qu'il est impératif d'insuffler. L'association Mouvement Outre-mer s'est fixée des objectifs concrets d'intégration des intérêts des acteurs publics ou privés dans les politiques nationales et communautaires. Une part importante de la population est travailleuse et créative. Elle a le sens du devoir et croit au rôle sociétal de l'entreprise, à l'éducation et à la formation comme facteurs de développement social, économique et culturel. Il est urgent de lui donner la place qui lui revient.

L'État a lancé, au mois de mars 2014, un appel à projets « Écoles connectées », dans le cadre de son plan – « France Très Haut Débit » Expliquez-nous l'intérêt de ce dispositif pour les écoliers des Dom.

Un chiffre interpelle : 60%. C'est le taux de chômage des jeunes en Guadeloupe ! Cela ne peut être une fatalité. C'est dans cette optique que j'ai créé Caribsat, le premier fournisseur d'Internet haut débit par satellite, seule technologie qui nous permette de couvrir la totalité de nos territoires par le haut débit. J'ai décidé de créer une entreprise pour embaucher des Guadeloupéens, modèle transposable dans tout le bassin caribéen. De plus, grâce à la Ministre Fleur Pellerin, l'appel à projet « Écoles connectées » est devenu une réalité. Je l'ai interpellée sur la nécessité, pour nos enfants, de bénéficier des mêmes avantages que ceux vivant sur le continent et que les territoires de l'Outre-mer soient intégrés dans ce dispositif. L'intérêt, c'est de pouvoir se dire qu'au même titre que tous

les enfants de France métropolitaine, les enfants de tous les Outre-mer, y compris de l'Océan indien, bénéficieront de l'équité devant le développement technologique et de l'accès à l'éducation par un enseignement moderne, avec un débit Internet de 6 Megabites minimum. Il en va aussi de la responsabilité de nos élus de proposer et chercher des solutions de développement, à l'heure où le numérique est le fer de lance de l'Union européenne. Dès lors, je me suis attachée à travailler, avec la Commission et les autorités locales, à créer des partenariats innovants. Dans cette optique, j'œuvre pour l'ouverture d'une école du numérique dès la Rentrée, afin que les personnes qui sont en marge ou en décrochage scolaire puissent accéder à de la formation pratique dans le domaine du numérique. Nous devons tout mettre en œuvre aujourd'hui pour les jeunes.

Quel bilan faites-vous de vos combats pour défendre les intérêts des originaires d'Outre-mer ?

Dans l'action, on obtient toujours des résultats concrets et très positifs. En deux ans, j'ai pu mettre en place le satellite dans tous le bassin caribéen, obtenir de l'État que les territoires d'Outre-mer accèdent également au plan "Écoles connectées", j'ai pu intégrer les stratégies de développement des territoires que je défends au sein des fonds structurels, entre autres. Nous devons être les acteurs de la défense de nos propres intérêts. Nous le pouvons et nous le devons.

Quel est, de façon générale, « votre ligne directrice » dans vos choix de vie professionnels et personnels ?

Nous appartenons à notre histoire. De ce fait, il est, à mes yeux, de mon devoir, de notre devoir, d'aller de l'avant et de faire bénéficier nos enfants du travail réalisé. Car le chemin parcouru a été dur et jalonné d'embûches. Nous ne pouvons pas nous arrêter en chemin. Nous nous devons d'être à la hauteur des attentes de nos ancêtres. Dans le contexte des événements qui se déroulent, il est, plus que jamais, temps que nous prenions notre destin en main, par une participation plus efficiente au processus décisionnel national et européen. () page facebook : [mouvementoutremer](https://www.facebook.com/mouvementoutremer)*

CES FEMMES DE GUADELOUPE |

Par Catherine Ginier

qui assurent !

Maryse Coppet

Avocat au Barreau de Bruxelles, spécialiste du droit communautaire, Conseil en politique européenne de l'énergie et en développement des territoires, Maryse Coppet est un atout maître du pays Guadeloupe.

PARTENAIRE ENGAGÉE
Militante douée, au sens citoyen pointu, Maryse Coppet parfaitement quadrilingue (Français, Créole, Anglais, Espagnol) investit tous les champs de compétence porteurs de développement pour les territoires ultramarins. Son expertise offerte dans le cadre des programmes intracommunautaires d'éducation et de formation, (Léonardo, Comenius, Arion) à la Martinique, ou dans la mise en œuvre du Projet « Methods » qui a propulsé la ville de Morne-à-l'Eau au côté du Danemark, de la Slovénie et de Malte dans le réseau européen de la mobilité, ou encore dans la démarche innovante « Abymes ville numérique », initiée par la collectivité abymienne, témoigne de la portée de son cursus.

B Brillante et enjouée, Maryse Coppet se fait forcément remarquer par une assurance percutante et une grande éloquence, qui épousent avec délice une sympathie naturelle bordée d'un humour rare. La fille de feu Charles Coppet, figure emblématique du monde local de l'entreprise, s'est hissée au sommet décisionnaire des dispositifs socio-économiques et environnementaux, notamment liés au développement des RUP, régions ultra périphériques de l'Europe. Installée depuis maintenant 25 ans à Bruxelles, et forte d'une ex-

périence enrichie et tissée à la force de son haut niveau de compétences, cette maman ultra dynamique et boulimique de travail multiplie ses interventions au service du rayonnement de sa Guadeloupe natale, entre autres. Négociatrice de talent, sa maîtrise des dossiers en recherche de financements et de partenaires européens embrasse toute la reconnaissance des acteurs locaux de premier plan, qui conviennent plus que jamais de se faire accompagner par cette jeune Guadeloupéenne, partenaire émérite et visionnaire, avertie des



mutations orchestrées par Bruxelles, qui visent nos territoires. Des régions qui se doivent d'avancer avec la marche du temps, et qui seront très vite confrontées à la transition énergétique et écologique, que nous commande le choix d'un avenir responsable et durable. Présidente depuis 2009 de Espace Europe Equipement Energie à Bruxelles, elle concourt à la réalisation de projets d'envergure en accélérant l'intégration des

élus locaux et des responsables opérationnels des structures représentatives des RUP au sein des institutions européennes. Également Gérante de Caribsat, premier opérateur à offrir un accès Internet haut débit par satellite dans les DOM, Maryse Coppet fait aussi de la lutte contre la fracture numérique, l'un de ses combats.

« Avec un CV impressionnant, Maryse Coppet, éminente lobbyiste européenne, démontre sa capacité à nous mettre en mouvement et sa volonté d'assister nos engagements vers la modernité. »



www.aliasoutremer.org/Alias-News/Actualites/Guadeloupe-impulse-insertion-jeunes-grace-metiers-numerique-!-00019.html

La Guadeloupe impulse l'insertion des jeunes grâce aux métiers du numérique !



L'école de codage Simplon.co, entreprise sociale et solidaire, offre l'opportunité à des jeunes en décrochage scolaire, ou sans diplôme, d'accéder à une formation qualifiante de codage informatique en un délai de 6 mois.

L'école, qui sera basée au Raizet, propose un nouveau mode d'inclusion sociale. Elle envisage d'inclure les pouvoirs locaux et l'ensemble du tissu économique guadeloupéen. Cette proposition de formation place la réinsertion sociale au cœur de ce projet créateur de richesse et d'emploi.

Ce programme a été mis en place par Maître Maryse Coppet, originaire de la Guadeloupe. Sa motivation première : insuffler une dynamique d'insertion des jeunes dans le développement numérique, épine dorsale des mutations économiques.



Lancement de la « Grande école du Numérique » par le Président de la République

17 septembre 2015



« Une grande école parce qu'elle est ouverte à tous, partout sur les territoires (...) Il y a Simplon.co qui fait déjà beaucoup, à Montreuil, et un peu partout en France. »

François Hollande, Président de la République, le 17 septembre 2015 au lancement de la « Grande école du numérique ».

La Grande école du numérique vient accélérer la démarche d'essaimage de Simplon.co déjà soutenue par des entreprises, des collectivités et des opérateurs territoriaux.

SIMPLON.CO



Simplon prépare ainsi une **implantation régionale en Guadeloupe** avec deux antennes (Grand Bourg (Marie Galante) et Pointe à Pitre). Ce projet a été mis en place par le Cabinet de Maître Maryse Coppet. Il est soutenu par le FSE en partenariat avec Caribsat et parrainé par Gaël Musquet (co-fondateur d'Open Street Map France).



MARYSE COPPET | LES PROJETS EN DETAILS

Démonstrateur industriel de la Ville Durable (DIVD)

Dans le cadre de l'appel du projet « Marie-Galante, île du tourisme durable » certifié par le Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, ainsi que le Ministère du Logement et de l'Habitat Durable.

Ce projet est porté par Cabinet Maryse COPPET pour le compte de la CCMG.

LE DISPOSITIF :

L'appel à projet "Démonstrateur pour une ville durable" vise à promouvoir et à valoriser l'innovation urbaine. Les projets innovants qui sont retenus dans ce cadre feront appel à des technologies et des processus innovant qui seront des modèles pour la ville de demain.

LE PROJET :

Le 25 mars 2016, Madame Maryse COPPET, s'est vu remettre à Paris le certificat attestant que ce projet sera une vitrine à l'international d'un savoir-faire français. Figurant parmi les 16 lauréats, il est le seul démonstrateur qui concerne directement les DOM. Ayant pour vocation de créer une île avec une énergie positive, autonome, symbole d'un tourisme durable, Marie-Galante bénéficiera grâce à cette certification d'un soutien du programme d'investissements d'avenir et d'un accompagnement de l'État, en vue de lever les différents freins réglementaires. Ce projet d'ampleur internationale qui a pour objectif de devenir une vitrine pour les états de la Caraïbe, est mis en place en partenariat avec différents acteurs comme la CNR, VINCI DOM-TOM et servira de modèle pour le SMEM dans le cadre du développement énergétique de la Martinique.

En savoir plus : www.marysecoppet.com/laureat-du-projet-demonstrateur-pour-la-ville-durable/



Sommet européen de l'Énergie de Marie-Galante

22 avril 2016

Ce projet lancé en partenariat avec la Direction générale de l'énergie de la Commission européenne à l'initiative du Maître Maryse COPPET, s'est déroulé en vue de préparer la future Macro région de l'énergie dans les Caraïbes.

LE DISPOSITIF :

Maître Maryse COPPET, souhaite partager son expérience sur le thème de l'énergie, tout en proposant des solutions concrètes pour les territoires d'outremer. C'est donc avec l'ambition de faire de Marie-Galante une île à économie positive, que le Cabinet Maryse COPPET a proposé à la CCMG de soumissionner à l'appel à projets « *Démonstrateur industriel pour la Ville durable* », lancé par le Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer et le Ministère du Logement et de l'Habitat durable.

Afin d'officialiser son lancement tout en mettant en place les fondations de l'Union de l'énergie, Dominique RISTORI, Directeur général de l'Énergie de la Commission européenne s'est rendu le 22 avril 2016 à Marie Galante afin d'y rencontrer les principaux partenaires du projet de démonstrateur d'innovation sur le territoire.

LE PROJET :

Le DIVD est mené en partenariat avec des entreprises locales et nationales (VINCI Construction Dom-Tom, CNR, FTPE, etc.), les acteurs publics et économiques locaux, les associations, les pôles de compétitivité ainsi que les centres de recherche et d'enseignement.

Il a pour objectif de répondre aux attentes des marie-galantais sur les problématiques liées à la double transition énergétique et numérique. Il permettra notamment de :

- Développer un modèle de sobriété et d'autonomie énergétique à partir de sources d'énergie exclusivement renouvelables et locales, dans un contexte de changement climatique auquel les territoires insulaires sont les plus exposés
- Créer un centre de ressources et de compétences numériques au service du développement d'industries et d'entreprises locales innovantes, qui s'inscrivent dans l'identité de l'île
- Encourager les initiatives citoyennes, promouvoir l'inclusion sociale et l'économie circulaire
- Accompagner la transition agricole, en répondant aux enjeux d'une production diversifiée, raisonnée et rentable, respectueuse du terroir marie-galantais et de sa biodiversité
- Promouvoir un réel art de vivre auprès de visiteurs du monde entier, intégrant les caractéristiques et richesses environnementales locales dans la conception des infrastructures et activités touristiques
- Ce territoire d'innovation constituera ainsi une vitrine des savoir-faire locaux, valorisés à l'échelle régionale, européenne et internationale.

En savoir plus : www.marysecoppet.com/un-sommet-europeen-de-lenergie-aux-antilles



Programme LIFESKILLS : Mettre la jeunesse de Marie Galante au cœur d'un projet pilote innovant (2014-2016)

NOTRE CLIENT :

Marie de Grand-Bourg de Marie-Galante (Guadeloupe)

LE DISPOSITIF :

Projet européen financé à 100% à hauteur de 407 005 euros par les fonds du programme Erasmus +, Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie. Porté par un partenariat tripartite et plurinational : collectivité française (Marie-Galante), collèges danois et français, entreprises et centres de formation portugais, danois et français.

LE PROJET :

Ce projet vise à développer la pratique courante de l'anglais et à valoriser les savoir-faire des collégiens. L'objectif est de permettre aux élèves de se familiariser avec le monde de l'entreprise et de l'économie réelle.

Marie-Galante souffrant d'un déclin économique et démographique a choisi d'investir dans cette force vive de demain qu'est la jeunesse par le biais de plusieurs programmes.

En savoir plus : www.lifeskillseurope.com

SIMPLON.CO



Projet SIMPLON : essaimage de fabriques sociales de codeurs et écoles
numériques (2015)

NOTRE CLIENT :

Mairie de Grand-Bourg de Marie-Galante (Guadeloupe)

UNE AMBITION REGIONALE :

Les maires de Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), Case-Pilote (Martinique) et de Kourou (Guyane) pourraient bientôt faire partie de l'aventure !

LE DISPOSITIF :

Programme de formations intensives destinées en priorité aux jeunes sans diplôme et sans emploi. Financé par le dispositif Fonds social européen - Etat au titre de l'axe inclusion sociale. Labellisation par l'Etat « *Grande Ecole du numérique* »

LE PROJET :

Une formation qui répond aux objectifs présidentiels : « Une école qui ne demande pas de diplôme à l'entrée mais qui en fournit un à la sortie » (François Hollande, discours Grande Ecole du Numérique). Il s'agit d'offrir des opportunités d'avenir aux jeunes des Caraïbes dans le domaine du codage et du numérique. Formés, ils seront suivis dans leur insertion dans le monde du travail.

En savoir plus : www.simplon.co

Methods

www.languages.dk

Programme de formation METHODS : enseigner l'anglais autrement pour une meilleure intégration professionnelle de la jeunesse (2013-2015)

NOTRE CLIENT :

La Commune de Morne à l'Eau (Guadeloupe)

LE DISPOSITIF :

Projet européen financé par les fonds du programme LEONARDO d'éducation tout au long de la vie. Mis en place par la ville de Morne-A-L'eau (Guadeloupe) et porté par des établissements d'enseignement professionnel de Belgique, du Danemark, de Malte, de la Slovénie et de France (Lycée Régional Gerty Archimède De Morne-A-L'eau en Guadeloupe) à travers leurs équipes disciplinaires d'anglais.

LE PROJET :

A destination des professeurs, cet échange européen de pratiques méthodologiques innovantes s'appuie avant tout sur la communication, le numérique, et l'apprentissage par simulation. Il s'agit d'ancrer l'anglais comme une langue essentielle pour l'intégration dans le monde du travail, et ainsi de l'enseigner à cette fin.

Au regard de l'attractivité touristique de la Guadeloupe, et de sa position géographique, introduire des méthodes d'enseignement de l'anglais qui permettent une meilleure intégration de la jeunesse dans le monde professionnel qui les entoure est un véritable enjeu pour le développement territorial.

En savoir plus : www.languages.dk/methods/ www.facebook.com/Pools.methods



Programme COMENIUS – La Ligne du Temps : L’histoire de la Guadeloupe intégrée à l’Histoire européenne (2013-2015)

NOTRE CLIENT :

Ecole primaire Massabielle II, Baie-Mahault (Guadeloupe)

LE DISPOSITIF

Projet européen financé à 100% à hauteur de 85000 euros par les fonds Erasmus +, Programme d’éducation et de formation tout au long de la vie. Il s’agit d’un partenariat scolaire multilatéral dont l’ambition est de se positionner et de s’intégrer dans l’Histoire européenne afin de devenir citoyen de l’Union à part entière.

LE PROJET

Les élèves de l’école ont travaillé à la construction d’une chronologie européenne en collaboration avec leurs homologues belges, italiens, et suédois. En introduisant le paramètre de l’importance des Antilles dans le développement économique européen, les élèves guadeloupéens ont alors pu véritablement s’insérer dans l’Histoire européenne tout en acquérant des compétences linguistiques et interculturelles, essentielles pour leur avenir.

En savoir plus :

[www.comenius2011.com/Comenius_2011/Comenius_2013___ligne_du_temps_comparee.ht
ml](http://www.comenius2011.com/Comenius_2011/Comenius_2013___ligne_du_temps_comparee.html)

www.agence-erasmus.fr/page/parteneriats-scolaires



Désenclavement numérique : La couverture des zones blanches aux Antilles-Guyane (2013)

LE DISPOSITIF :

Maître Maryse COPPET, consciente des difficultés auxquelles doivent faire face les professionnels et les particuliers dans leur accès numérique aux Antilles-Guyane, a beaucoup œuvré afin de faire de la problématique des zones blanches une priorité de l'Union européenne. C'est dans ce cadre qu'elle s'est investi dans la co-fondation en 2013 de la société CARIBSAT, société fournisseur d'accès Internet par le biais de la technologie satellitaire.

LE PROJET :

Il ne s'agit pas de concurrencer les opérateurs Internet traditionnels mais de trouver une solution pour offrir un accès Internet fiable et de qualité aux administrés des collectivités situés en zones blanches ou grises. La technologie satellitaire permet, sans coût de génie civil et grâce à une mise en service immédiate, de réduire la fracture numérique dont sont victimes les foyers et petites entreprises des Antilles-Guyane.

En savoir plus : www.guadeloupe.franceantilles.mobi/actualite/economie/internet-par-satellite-la-fin-de-la-fracture-numerique-258335.php



Plan numérique pour l'éducation : les Ecoles Connectées Outre-Mer (Avril 2014)

LE DISPOSITIF :

Dans le cadre du Plan France Très Haut-Débit, l'Etat, par le biais du Fonds pour la Société Numérique, a financé les projets des collectivités qui ont mis en place les Ecoles connectées dans leur territoire.

LE PROJET :

Il s'agit d'assurer la disponibilité rapide d'une connexion Internet de qualité aux établissements d'enseignement primaire et secondaire afin de répondre au développement des usages numériques éducatifs. Suite à la réponse à l'appel à projets, la Guyane a été la première à équiper 7 établissements afin de permettre à ses élèves un accès à Internet haut-débit.

En savoir plus : www.francethd.fr/ecoles-connectees/le-programme.html



Assistance technique et conseil dans le cadre de la mise en œuvre d'un Investissement Territorial Intégré à Marie-Galante

NOTRE CLIENT :

Communauté de commune de Marie-Galante (Guadeloupe)

LE DISPOSITIF :

Dans le cadre des programmes européens 2014-2020 et du programme opérationnel FEDER/FSE pour la Guadeloupe, Marie-Galante bénéficie notamment d'un Investissement Territorial Intégré lui permettant de bénéficier de l'ensemble des financements européens afin de mettre en œuvre une stratégie territoriale de développement.

LE PROJET :

Les projets sont établis dans une perspective inclusive de dynamisme économique, et d'attractivité du territoire. Il s'agit d'en faire l'île du développement durable, par le biais notamment d'une stratégie touristique en faisant de Marie-Galante une expérience touristique durable orientée vers le patrimoine culturel et la pratique sportive. Ce nouveau modèle, tourné vers le qualitatif, s'inscrit pleinement dans les orientations de l'Union européenne pour le tourisme européen, et en fait donc un site pilote.



La transition énergétique au service des régions ultrapériphériques

NOTRE CLIENT

SMEM : Syndicat mixte d'électricité de Martinique

LE PROJET

Le cabinet COPPET a inscrit le SMEM et ses projets durables et innovants dans les objectifs de **l'Union de l'Énergie**. Priorité de la Commission européenne, il n'est plus à démontrer que le programme d'action du SMEM va dans le sens d'une énergie plus sûre, plus abordable et respectueuse du climat.

En savoir plus : www.ec.europa.eu/priorities/energy-union/index_fr.htm

MARYSE COPPET | CONTACTS



Bureaux de Guadeloupe : +590(0)590 25 08 00

Bureaux de Bruxelles : +32(0)27 39 15 30

Mobile : +590(0)690 26 10 28



Guadeloupe : Parc d'activités de la Jaille, Lot. 412 – Bat.4 97122 BAIE-MAHAULT

Bruxelles :156, boulevard Reyers 1030 BRUXELLES



www.marysecoppet.com

mc@marysecoppet.com



www.linkedin.com/company/cabinet-maryse-coppet



www.facebook.com/Cabinet-Maryse-Coppet-1031242766916559



www.twitter.com/maryse_coppet